

OVERGANGSPERIODE					
Afstand (D) tot woningen, in meter	Maximaal geluidsniveau gemeten op 7 meter in dBA				
	1 modelvliegtuig vliegend	2 modelvliegtuigen vliegend	3 modelvliegtuigen vliegend	4 modelvliegtuigen vliegend	5 modelvliegtuigen en vliegend
800 < D ≤ 1000	83	80	78	77	76
1000 < D	85	82	80	79	78

* beoefening verboden

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor modelbouwactiviteiten met gebruik van thermische motoren.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1920

[C — 2003/27331]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7 et 8;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 34.299/4 du Conseil d'Etat donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux récipients fixes d'air comprimé visés par les rubriques 63.12.08.01.01 et 63.12.08.01.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° organisme agréé : un organisme agréé conformément à l'arrêté royal du 31 mars 1995 concernant l'agrément des organismes qui sont notifiés à la Commission des Communautés européennes pour l'application de certaines procédures d'évaluation de conformité;

2° expert compétent : une personne ou un service technique, attaché ou non à l'établissement, dont la compétence, en ce qui concerne la mission qui lui est confiée, est généralement reconnue;

3° établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Section 1^{re}. — *Implantation*

Art. 3. Dans les établissements recevant du public ou contigus à des zones fréquentées par le public, des mesures de sécurité sont prises pour prévenir une explosion éventuelle du réservoir et, le cas échéant, pour en réduire les conséquences.

Art. 4. Des mesures de sécurité sont prises lorsque le réservoir d'air comprimé est situé à proximité d'un dépôt de substances inflammables ou toxiques.

Art. 5. Des mesures sont prises pour éviter tout choc accidentel du récipient avec un véhicule ou un système de transport de charge.

Art. 6. Le récipient ne peut se trouver sous des lignes électriques aériennes sauf si des dispositions sont prises pour éviter tout contact accidentel de la ligne avec le récipient.

Section 2. — Construction du réservoir

Art. 7. Les récipients dont le produit de la pression de service par le volume est inférieur ou égal à 50 bar.litre doivent être fabriqués selon les règles de l'art en la matière.

Art. 8. Le récipient est muni d'une plaque signalétique portant au moins les inscriptions suivantes :

1° la pression maximale de service en bar;

2° la température maximale de service T_{\max} en °C;

3° la température minimale de service T_{\min} en °C;

4° la capacité du récipient V en litre;

5° le nom ou la marque du fabricant;

6° le type et l'identification de série ou du lot du récipient;

7° la marque « CE » éventuelle suivie des deux derniers chiffres de l'année au cours de laquelle la marque a été apposée, et le numéro distinctif de l'organisme agréé chargé de la vérification CE ou de la surveillance CE.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 9. Le réservoir est solidement fixé pour éviter le renversement, en particulier lorsque le réservoir est à l'air libre.

Art. 10. Dans les établissements recevant du public, des mesures sont prises pour empêcher l'accès du public au récipient.

Art. 11. Le récipient est purgé régulièrement.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 12. Le récipient est muni des appareils suivants :

1° une ou plusieurs soupapes de sûreté s'ouvrant à une pression inférieure ou égale à la pression maximale de service et empêchant la pression du récipient de dépasser de plus de 10 % cette pression maximale de service;

2° un manomètre placé bien en vue et dont l'échelle porte une marque très apparente indiquant la pression maximale de service;

3° un robinet de purge.

Art. 13. Le compresseur ou le récipient est équipé d'un manostat arrêtant la compression de l'air dès que la pression maximale de service est atteinte.

*CHAPITRE V. — Contrôle, auto-contrôle, auto-surveillance**Section 1^{re}. — Contrôle de la construction et mise en service*

Art. 14. Avant sa mise en service,

1° le récipient doit être muni de la marque « CE »;

2° un expert compétent atteste que les dispositifs de sécurité sont en parfait état de fonctionnement.

Section 2. — Certificat de réception

Art. 15. L'organisme agréé établit un certificat mentionnant les diverses attestations et certificats « CE » ainsi que le détail des contrôles, vérifications, essais et épreuves auxquels il a éventuellement procédé lui-même sur les appareils de sécurité et sur le récipient.

Il conclut sans ambiguïté que le récipient équipé ne présente pas de vice de conception ni de défaut apparent de nature à compromettre la sécurité.

Section 3. — Contrôles périodiques

Art. 16. Endéans les trois ans suivant la date de la mise en service, un organisme agréé procède à la recherche de corrosion du récipient et à la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Si nécessaire, l'examen est complété par une épreuve hydraulique.

La périodicité des examens suivants est fixée par l'organisme agréé en fonction des constatations faites sans que le délai entre deux examens successifs ne dépasse trois ans.

Ces contrôles font l'objet de procès-verbaux de la part de l'organisme agréé.

Art. 17. Le récipient et les dispositifs de sécurité sont contrôlés annuellement par un expert compétent.

Art. 18. Les dates et résultats des contrôles, les noms et adresses des organismes agréés ou des experts compétents les ayant effectués, ainsi que les modifications importantes apportées à l'installation doivent figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les attestations et certificats prévus aux articles 14 et 15 des présentes conditions d'exploitation, ainsi que la note de calcul éventuelle correspondant à la norme ou au code de bonne pratique, sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les procès-verbaux des contrôles y sont annexés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'autorité compétente peut soumettre l'établissement existant à des conditions moins sévères que les présentes conditions dans le cadre de conditions particulières ou complémentaires pour autant que ces conditions permettent d'atteindre l'objectif de l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 20. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1920

[C — 2003/27331]

3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen für Druckluftbehälter

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, §§ 2 und 3, 7 und 8;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 34.299/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die standfesten Druckluftbehälter gemäß den Rubriken 63.12.08.01.01 und 63.12.08.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° zugelassene Einrichtung: eine gemäß dem Königlichen Erlass vom 31. März 1995 über die Zulassung von Einrichtungen, die bei der Kommission der Europäischen Gemeinschaften im Hinblick auf die Anwendung bestimmter Verfahren zur Konformitätsbewertung angemeldet werden, zugelassene Einrichtung;

2° fachkundiger Sachverständiger: eine Person oder eine technische Dienststelle, ob im Betrieb beschäftigt oder nicht, deren Fachkundigkeit in Bezug auf die ihr anvertraute Aufgabe allgemein anerkannt ist;

3° bereits bestehender Betrieb: jeglicher Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglicher Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — *Standort und Bau**Abschnitt 1 — Standort*

Art. 3 - In den Betrieben, die der Öffentlichkeit zugänglich sind, oder an Gebiete angrenzen, die von der Öffentlichkeit besucht werden, sind geeignete Sicherheitsmaßnahmen zu treffen, um einer eventuellen Explosion des Behälters vorzubeugen und ggf. die Folgen einer solchen Explosion zu beschränken.

Art. 4 - Geeignete Sicherheitsmaßnahmen werden getroffen, wenn der Druckluftbehälter in der Nähe eines Lagers für entzündbare oder giftige Stoffe gelegen ist.

Art. 5 - Geeignete Maßnahmen werden getroffen, um jeglichen unfallbedingten Stoß mit einem Fahrzeug oder einer Lastförderanlage zu vermeiden.

Art. 6 - Der Behälter darf sich nicht unter Freileitungen befinden, es sei denn, es werden Maßnahmen getroffen, um jeglichen unfallbedingten Kontakt zwischen der Stromleitung und dem Behälter zu vermeiden.

Abschnitt 2 — Bau des Behälters

Art. 7 - Die Behälter, bei denen das Produkt des Betriebsdrucks und des Volumens 50 Bar-Liter nicht überschreitet, müssen nach den einschlägigen Regeln der Technik gefertigt werden.

Art. 8 - Der Behälter wird mit einem Kennzeichnungsschild versehen, auf dem mindestens die folgenden Angaben stehen:

1° der Höchstbetriebsdruck in Bar;

2° die Höchstbetriebstemperatur T_{\max} in °C;

3° die Mindestbetriebstemperatur T_{\min} in °C;

4° die Kapazität des Behälters V in Litern;

5° der Name oder die Marke des Herstellers;

6° der Typ und die Identifizierung der Serie oder des Loses des Behälters;

7° ggf. das "EG" Zeichen, gefolgt durch die letzten beiden Zahlen des Jahrgangs, in dem dieses Zeichen angebracht worden ist, und die Kennzahl der zugelassenen Einrichtung, die mit der "EG"-Kontrolle oder -Aufsicht beauftragt ist.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 9 - Der Behälter wird auf sichere Weise befestigt, damit er nicht umkippen kann, insbesondere wenn er sich in der freien Luft befindet.

Art. 10 - In den der Öffentlichkeit zugänglichen Betrieben werden die geeigneten Maßnahmen getroffen, damit die Öffentlichkeit keinen Zugang zum Behälter hat.

Art. 11 - Der Behälter wird regelmäßig entleert.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 12 - Der Behälter ist mit folgenden Vorrichtungen versehen:

1° ein oder mehrere Sicherheitsventile, die sich öffnen, wenn der Druck niedriger als der Höchstbetriebsdruck ist, oder diesem höchstens entspricht, und somit verhindern, dass der Druck im Behälter diesen Höchstbetriebsdruck um mehr als 10% überschreiten kann;

2° ein auf sichtbare Weise aufgestelltes Manometer, dessen Skala den Höchstbetriebsdruck sichtbar anzeigt;

3° ein Entlüftungshahn.

Art. 13 - Der Kompressor oder Behälter ist mit einem Druckregler ausgerüstet, anhand dessen die Luftkompression gestoppt wird, sobald der Höchstbetriebsdruck erreicht ist.

KAPITEL V — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Selbstberwachung**Abschnitt 1 — Kontrolle der Fertigung und Inbetriebnahme*

Art. 14 - Vor der Inbetriebnahme:

1° muss der Behälter mit dem "EG" Zeichen versehen werden;

2° muss ein fachkundiger Sachverständiger bescheinigen, dass die Sicherheitsvorrichtungen in perfektem Betriebszustand sind.

Abschnitt 2 — Abnahmebescheinigung

Art. 15 - Die zugelassene Einrichtung stellt eine Bescheinigung aus, in der die verschiedenen "EG"-Atteste und -Bescheinigungen, sowie die einzelnen Kontrollen, Prüfungen, Tests und Versuche, denen sie selbst die Sicherheitsvorrichtungen und den Behälter unterzogen hat, erwähnt werden.

Hierin zieht sie auf unzweideutige Weise den Schluss, dass der mit diesen Vorrichtungen ausgerüstete Behälter keinen Konstruktionsfehler noch augenscheinlichen Mangel aufweist, durch welche(n) die Sicherheit beeinträchtigt werden könnte.

Abschnitt 3 — Regelmäßige Kontrollen

Art. 16 - Innerhalb drei Jahren nach der Inbetriebnahme wird der Behälter durch eine zugelassene Einrichtung auf Korrosion untersucht und die einwandfreie Funktion der Sicherheitsvorrichtungen geprüft.

Falls nötig wird die Prüfung mit einer Wasserdruckprobe ergänzt.

Die Häufigkeit der nachfolgenden Prüfungen wird auf der Grundlage der gemachten Feststellungen durch die zugelassene Einrichtung bestimmt, wobei der Zeitraum zwischen zwei aufeinanderfolgenden Prüfungen drei Jahre nicht überschreiten darf.

Diese Kontrollen sind seitens der zugelassenen Einrichtung Gegenstand von Protokollen.

Art. 17 - Der Behälter und die Sicherheitsvorrichtungen werden jedes Jahr durch einen fachkundigen Sachverständigen kontrolliert.

Art. 18 - Die Daten und Ergebnisse der Kontrollen, der Name und die Anschrift der zugelassenen Einrichtungen oder fachkundigen Sachverständigen, die diese Kontrollen durchgeführt haben, müssen in ein Register eingetragen werden, das dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ständig zur Verfügung gehalten wird.

Die in Art. 14 und 15 der vorliegenden Betriebsbedingungen vorgesehenen Atteste und Bescheinigungen, sowie ggf. das Berechnungsblatt, das der Norm oder dem Merkblatt entspricht, werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Diesen Unterlagen werden die Prüfungsprotokolle beigelegt.

KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung vom vorigen Absatz kann die zuständige Behörde im Rahmen von Sonder- oder Zusatzbedingungen den bereits bestehenden Betrieb weniger strengen Bedingungen als den vorliegenden Bedingungen unterwerfen, insofern durch diese Bedingungen die Zielsetzung des Artikels 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erreicht werden kann.

Art. 20 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1920

[C — 2003/27331]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden betreffende de persluchtreservoirs

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7 en 8;

Gelet de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.299/4, uitgebracht op 4 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de vaste persluchtreservoirs bedoeld in de rubrieken 63.12.08.01.01 en 63.12.08.01.02 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

1° erkende instelling : een instelling erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 maart 1995 betreffende de erkenning van de instanties die aangemeld worden bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen voor de toepassing van bepaalde conformiteitsbeoordelingsprocedures;

2° bevoegde deskundige : een persoon of een technische dienst, al dan niet aan de instelling gebonden, wiens bevoegdheid om de hem toevertrouwde opdracht te vervullen doorgaans erkend is;

3° bestaande inrichting : elke inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund is of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en na indiening van de vergunningsaanvragen tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Afdeling 1. — Vestiging

Art. 3. In de inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn of naast bezochte zones liggen, worden veiligheidsmaatregelen genomen om een eventuele explosie van het reservoir te voorkomen en in voorkomend geval de gevolgen daarvan te beperken.

Art. 4. Er worden veiligheidsmaatregelen genomen als het persluchtreservoir zich naast een opslag van brandbare of giftige stoffen bevindt.

Art. 5. Er worden veiligheidsmaatregelen genomen om elke accidentele schok van het reservoir met een voertuig of een vervoersysteem te voorkomen.

Art. 6. Het reservoir wordt niet onder elektrische bovenleidingen geplaatst, behalve als er maatregelen worden genomen om te voorkomen dat de leiding per ongeluk in aanraking komt met het reservoir.

Afdeling 2. — Bouw van het reservoir

Art. 7. De reservoirs waarvan het product van de werkdruk door het volume gelijk is aan 50 bar/liter of minder, worden vakkundig gefabriceerd.

Art. 8. Het reservoir is voorzien van een naamplaat waarop op zijn minst de volgende gegevens voorkomen :

1° de maximale werkdruk in bar;

2° de maximale werktemperatuur T_{\max} in C°;

3° de minimale werktemperatuur T_{\min} in C°;

4° de capaciteit van het reservoir V in liter;

5° de naam of het merk van de fabrikant;

6° het type en de identificatie van de serie of van de partij;

7° eventueel het "EG" merk, gevolgd door de twee laatste cijfers van het jaar waarin het merk is aangebracht, en het nummer van de erkende instelling die instaat voor de EG-verificatie of het EG-toezicht.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 9. Het reservoir wordt stevig vastgemaakt zodat het niet kan omkappen, meer bepaald in de openlucht.

Art. 10. In de voor het publiek toegankelijke inrichtingen worden maatregelen genomen om het reservoir af te zonderen.

Art. 11. Het reservoir wordt regelmatig gereinigd.

HOOFDSTUK IV. — *Preventie van ongevallen en brand*

Art. 12. Het reservoir is voorzien van de volgende apparaten :

1° één of meer veiligheidskleppen die opengaan onder een druk lager dan of gelijk aan de maximale werkdruk, en die beletten dat de druk van het reservoir de maximale werkdruk met meer dan 10 % overschrijdt;

2° een goed zichtbare manometer waarvan de schaal de maximale werkdruk duidelijk aangeeft;

3° een aftapkraan.

Art. 13. De compressor of het reservoir is voorzien van een manostaat die de luchtcompressie stopt zodra de maximale werkdruk bereikt wordt.

HOOFDSTUK V. — *Controle, zelfcontrole en zelftoezicht*

Afdeling 1. — Controle op de bouw en inwerkingstelling

Art. 14. Vooraleer het reservoir in werking gesteld wordt :

1° wordt het voorzien van het « EG » merk;

2° bevestigt een bevoegde deskundige dat de veiligheidsvoorzieningen in perfecte staat van werking zijn.

Afdeling 2. — Opleveringscertificaat

Art. 15. De erkende instelling maakt een certificaat op dat melding maakt van de verschillende "EG"-attesten en -certificaten alsmede van de uitvoerige controles, verificaties, testen en proeven waaraan ze de veiligheidsapparatuur en het reservoir eventueel heeft onderworpen.

Ze bevestigt op ondubbelzinnige wijze dat het uitgeruste reservoir geen fabricagefout of zichtbaar defect vertoont waardoor de veiligheid in gevaar kan worden gebracht.

Afdeling 3. — Periodieke controles

Art. 16. Binnen drie jaar na de datum van inwerkingstelling gaat een erkende instelling na of het reservoir tekenen van corrosie vertoont en of de veiligheidsvoorzieningen goed werken.

Het onderzoek wordt desnoods aangevuld met een hydraulische proef.

De periodiciteit van de volgende onderzoeken wordt bepaald door de erkende inrichting op grond van de vaststellingen en de termijn tussen twee opeenvolgende onderzoeken is hoogstens 3 jaar. De controles worden door de erkende instelling genotuleerd.

Art. 17. Het reservoir en de veiligheidsvoorzieningen worden jaarlijks gecontroleerd door een bevoegde deskundige.

Art. 18. De data en resultaten van de controles, de naam en het adres van de erkende instellingen of van de bevoegde deskundigen die ze hebben uitgevoerd, alsmede de noemenswaardige wijzigingen die de installatie ondergaat, worden vermeld in een register dat voortdurend ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar wordt gelegd.

De attesten en certificaten bedoeld in de artikelen 14 en 15 van dit besluit alsmede de eventuele berekeningsnota die overeenstemt met de norm of de code van goede praktijk, worden ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

De notulen van de controles worden erbij gevoegd.

HOOFDSTUK VI. — Overgangs- en slotbepaling

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

In afwijking van het eerste lid kan de bevoegde overheid de inrichting onderwerpen aan voorwaarden die niet zo streng zijn als deze voorwaarden voorzover de doelstelling bedoeld in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning gehaald wordt.

Art. 20. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1921

[C — 2003/27341]

**2 MAI 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002
arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et notamment les articles 3, alinéa 4, 21, alinéa 3, et 66;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'urgence de modifier l'annexe IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées pour éviter de reprendre dans la classification le stockage temporaire de poudre noire et/ou de cartouches à blanc effectué dans le cadre de marches folkloriques autorisées par les autorités communales et ayant obtenu pour ce dépôt, une autorisation du gouverneur en vertu de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'enmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi de produits explosifs;

Vu que cette urgence est spécialement motivée par le fait que, sans cette modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, les marches folkloriques qui se dérouleront dans les prochaines semaines devraient toutes introduire une demande de permis d'environnement pour une installation temporaire et obtenir un tel permis alors que celles-ci restent par ailleurs soumises à une autorisation du gouverneur par l'Etat fédéral et que l'exigence d'un permis d'environnement est dans ce cas inadaptée, au vu de l'absence d'incidence sur l'environnement;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est ajouté les alinéas suivants :

« Les personnes responsables de marches folkloriques et de manifestations autorisées par les communes sur le territoire desquelles se déroule la manifestation peuvent détenir, sans être classées en vertu du présent arrêté et donc sans nécessiter de permis d'environnement, le stock de poudre noire et/ou de cartouches à blanc strictement nécessaire aux besoins de leur marche et pour le temps strictement nécessaire à cette marche pour autant qu'elles aient obtenu pour ce dépôt l'autorisation du gouverneur conformément à l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'enmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs.